



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 52.494/2
du 27 décembre 2012

advies 52.494/2
van 27 december 2012

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant certaines
dispositions relatives à
l'accession au niveau A'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van
sommige bepalingen
betreffende de overgang naar
het niveau A'

Le 4 décembre 2012, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics, adjoint au Ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant certaines dispositions relatives à l'accession au niveau A'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 27 décembre 2012. La chambre était composée de Yves KREINS, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Wanda VOGEL, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 27 décembre 2012.

*

Op 4 december 2012 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten, toegevoegd aan de Minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken verzocht binnen een termijn van dertien dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de overgang naar het niveau A'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 27 december 2012. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Wanda VOGEL, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 27 december 2012.

*

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Compte tenu de la modification apportée par l'article 9 du projet à l'arrêté royal du 8 janvier 1973 'fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public', il y a lieu de compléter le préambule par un alinéa 2 nouveau qui sera rédigé comme suit :

« Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, l'article 11, § 1^{er}, alinéa 2, remplacé par la loi du 22 juillet 1993 et modifié par la loi du 24 décembre 2002 ; ».

Le délégué du ministre a marqué son accord à ce sujet.

2. Il y a lieu de citer les divers arrêtés royaux modifiés dans leur ordre chronologique. L'ordre des alinéas mentionnant respectivement l'arrêté royal du 22 décembre 2000 'concernant la sélection et la carrière des agents de l'État' et l'arrêté royal du 8 janvier 1973 'fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public' sera dès lors inversé.

3. En vertu de l'article 2, 1^o, de l'arrêté royal du 20 septembre 2012 'portant exécution de l'article 19/1, § 1^{er}, deuxième alinéa du chapitre V/1 de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable', est dispensée de l'examen préalable visé à l'article 19/1, § 1^{er}, premier alinéa, de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable', « la réglementation envisagée relative à l'autorégulation de l'autorité fédérale ». Ainsi qu'il ressort de l'article 1^{er} du même arrêté royal, les projets d'arrêtés royaux relatifs au statut du personnel des services publics fédéraux et des organismes d'intérêt public fédéraux relèvent de la notion de « réglementation envisagée relative à l'autorégulation de l'autorité fédérale ».

L'arrêté projeté est donc dispensé de l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence. L'alinéa du préambule relatif à l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence sera donc omis.

4. La négociation syndicale devra être menée à son terme avant que l'arrêté projeté ne puisse être adopté.

Le protocole relatif à l'accomplissement de cette formalité préalable sera cité au préambule avec son numéro et sa date.

DISPOSITIF

Structure du projet

Lorsqu'un projet modifie plusieurs lois ou arrêtés, il est d'usage de consacrer un chapitre à chaque dispositif modifié, en respectant l'ordre chronologique de ceux-ci.

Il est dès lors suggéré de diviser le projet en quatre chapitres :

- un chapitre 1^{er} intitulé « Modifications apportées à l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'État », comprenant les articles 1^{er} à 4 du projet ;

- un chapitre 2 intitulé « Modification apportée à l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public », comprenant l'article 9 du projet ;

- un chapitre 3 intitulé « Modifications apportées à l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'État », comprenant les articles 5 à 8 du projet ;

- un chapitre 4, intitulé « Dispositions transitoires et finales », comprenant les articles 10 à 12 du projet.

Article 2

1. Pour chaque article ou subdivision d'article modifié, il y a lieu de mentionner toutes les modifications antérieures, encore en vigueur, que cet article ou subdivision a subies ¹.

La même observation vaut pour les articles 3, 6, 7 et 8 du projet.

2. L'article 29, § 4, alinéa 2, de l'arrêté royal du 7 août 1939 'organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'État' a été abrogé par l'article 3 de l'arrêté royal du 22 novembre 2006 'portant diverses mesures en matière de carrière des agents de l'État des niveaux A, B, C et D'.

En conséquence, le d) de l'article 2 du projet doit être omis.

Article 4

(article 31 en projet)

1. Concernant l'article 31, § 4, alinéa 1^{er}, en projet, le délégué du ministre a confirmé que c'est chacune des cinq épreuves (et non l'ensemble des cinq épreuves) qui doit porter sur la réussite des cours d'au moins quatre crédits ECTS. Il est dès lors suggéré de rédiger comme suit l'article 31, § 4, alinéa 1^{er}, en projet :

« § 4. La deuxième série comprend cinq épreuves qui visent à évaluer l'acquisition de connaissances. Chacune de ces cinq épreuves consiste dans le suivi et la réussite des cours d'au moins quatre crédits ECTS figurant au programme des masters d'une université ou d'une

¹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 113, a).

haute école de l'Espace économique européen. La deuxième série d'épreuves n'est accessible qu'aux lauréats de la première série d'épreuves ».

2. L'auteur du projet est invité à vérifier si, à l'alinéa 4 du même paragraphe, la deuxième phrase ne devrait pas également être clarifiée, par exemple en remplaçant les mots « et correspondant au moins à quatre crédits ECTS » par les mots « et correspondent chacune à au moins quatre crédits ECTS » (si telle est l'intention de l'auteur du projet).

3. Il y a lieu d'assurer la concordance entre les versions française et néerlandaise du projet. À l'article 31, § 4, alinéa 5, en projet, dans la version française du texte, au lieu d'écrire « ou d'un diplôme qui donne accès au niveau A », il convient d'écrire « ou d'un autre diplôme qui donne accès au niveau A »².

(article 31^{quater} en projet)

1. À l'article 31^{quater}, alinéa 3, première phrase, en projet, au lieu d'écrire « ou qui en met fin », il convient d'écrire « ou qui y met fin ».

La version néerlandaise de la phrase en projet doit également être adaptée conformément aux indications figurant dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Dans la même phrase, il y a lieu, ainsi qu'en a convenu le délégué du ministre, d'insérer les mots « de niveau A » entre les mots « candidat à un emploi vacant » et les mots « par accession de niveau ».

(article 31^{quinquies} en projet)

De l'accord du délégué du ministre, à l'article 31^{quinquies}, alinéa 1^{er}, en projet, les mots « nommé au niveau A à l'issue de la période d'adaptation » seront insérés entre les mots « l'agent » et les mots « est considéré comme bénéficiant ».

Article 9

L'arrêté royal du 20 septembre 2012 'portant des dispositions diverses concernant la semaine de quatre jours et le travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public' a inséré un point 45° à l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 'fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public'.

À l'article 9 du projet, il convient dès lors d'écrire « 46° » au lieu de « 45° ».

² Voir le texte néerlandais de cette disposition : « of van een ander diploma dat toegang verleent tot het niveau A ».

Article 10

1. L'article 10 serait plus clair si les mots « conformément aux dispositions antérieures », figurant à la fin de la première phrase, étaient supprimés et si les mots « , délivrés conformément aux dispositions antérieures, » étaient insérés entre les mots « de brevets » et les mots « attestant la réussite ». Le délégué du ministre a convenu du bien-fondé de cette observation.

2. Par ailleurs, le texte néerlandais serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 11

L'« arrêté du 20 septembre 2012 » mentionné à l'article 11 sera désigné avec son intitulé complet. Au lieu d'écrire « arrêté du 20 septembre 2012 », il convient d'écrire « arrêté royal du 20 septembre 2012 portant modification de l'arrêté royal du 2 août 2002 instituant un cycle d'évaluation dans les services publics fédéraux et dans le ministère de la Défense ».

Article 12

Il convient d'écrire

« Le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté »³.

*

³ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 167 et formule F 4-7-1.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Gezien de wijziging die bij artikel 9 van het ontwerp wordt aangebracht in het koninklijk besluit van 8 januari 1973 ‘tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut’, moet de aanhef aangevuld worden met een nieuw tweede lid dat luidt als volgt:

“Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, artikel 11, § 1, tweede lid, vervangen bij de wet van 22 juli 1993 en gewijzigd bij de wet van 24 december 2002;”.

De gemachtigde van de minister is het daarmee eens.

2. De verschillende gewijzigde koninklijke besluiten moeten in chronologische volgorde worden vermeld. De volgorde van de leden die respectievelijk het koninklijk besluit van 22 december 2000 ‘betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel’ en het koninklijk besluit van 8 januari 1973 ‘tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut’ vermelden, moet bijgevolg worden omgekeerd.

3. Krachtens artikel 2, 1°, van het koninklijk besluit van 20 september 2012 ‘houdende uitvoering van artikel 19/1, § 1, tweede lid van hoofdstuk V/1 van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ is “voorgenomen regelgeving met betrekking tot de zelfregulering van de federale overheid” vrijgesteld van een voorafgaand onderzoek bedoeld in artikel 19/1, § 1, eerste lid, van de wet van 5 mei 1997 ‘betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’. Zoals blijkt uit artikel 1 van hetzelfde koninklijk besluit vallen ontwerpen van koninklijk besluit betreffende het statuut van het personeel van de federale overheidsdiensten en de federale instellingen van openbaar nut onder dat begrip “voorgenomen regelgeving met betrekking tot de zelfregulering van de federale overheid”.

Het ontworpen besluit is dus vrijgesteld van het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren. Derhalve dient in de aanhef het lid waarin sprake is van het voorafgaand onderzoek omtrent de noodzaak om zulk een effectbeoordeling uit te voeren, te vervallen.

4. Het overleg met de vakbonden moet afgerond zijn voordat het ontworpen besluit kan worden aangenomen.

Het protocol betreffende de vervulling van dat voorafgaand vormvereiste moet in de aanhef worden genoemd met vermelding van het nummer en de datum ervan.

DISPOSITIEF

Structuur van het ontwerp

Wanneer een ontwerp verscheidene wetten of besluiten wijzigt, is het gebruikelijk dat aan iedere tekst die gewijzigd wordt, een afzonderlijk hoofdstuk wordt besteed, waarbij de chronologische volgorde van de teksten in acht genomen wordt.

Voorgesteld wordt derhalve het ontwerp in te delen in vier hoofdstukken:

- een hoofdstuk 1 met als opschrift “Wijzigingen aangebracht in het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel”, dat de artikelen 1 tot 4 van het ontwerp omvat;
- een hoofdstuk 2 met als opschrift “Wijziging aangebracht in het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut”, dat artikel 9 van het ontwerp omvat;
- een hoofdstuk 3 met als opschrift “Wijzigingen aangebracht in het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel”, dat de artikelen 5 tot 8 van het ontwerp omvat;
- een hoofdstuk 4 met als opschrift “Overgangs- en slotbepalingen”, dat de artikelen 10 tot 12 van het ontwerp omvat.

Artikel 2

1. Van elk gewijzigd artikel of onderdeel van een artikel, moeten alle vroegere nog geldende wijzigingen worden vermeld die in dat artikel of in dat onderdeel van een artikel zijn aangebracht¹.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 3, 6, 7 en 8 van het ontwerp.

2. Artikel 29, § 4, tweede lid, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 ‘betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel’ is opgeheven bij artikel 3 van het koninklijk besluit van 22 november 2006 ‘houdende diverse maatregelen inzake de loopbaan van het Rijkspersoneel van de niveaus A, B, C en D’.

Onderdeel d) van artikel 2 van het ontwerp moet bijgevolg vervallen.

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 113, a).

Artikel 4

(ontworpen artikel 31)

1. Wat het ontworpen artikel 31, § 4, eerste lid, betreft, heeft de gemachtigde van de minister bevestigd dat elk van de vijf “proeven” (en niet de vijf “proeven” tezamen) het slagen voor een cursus van minstens vier ECTS-studiepunten omvat. Voorgesteld wordt derhalve het ontworpen artikel 31, § 4, eerste lid, als volgt te stellen:

“§ 4. De tweede reeks omvat vijf proeven die een evaluatie van de verwerving van kennis beogen. Elk van die vijf proeven bestaat in het volgen van en slagen voor cursussen van minstens vier ECTS-studiepunten van een masterprogramma van een universiteit of hogeschool van de Europese Economische Ruimte. De tweede reeks proeven is alleen toegankelijk voor de geslaagden van de eerste reeks proeven”.

2. De steller van het ontwerp wordt verzocht na te gaan of de tweede zin van het vierde lid van dezelfde paragraaf niet ook verduidelijkt moet worden, bijvoorbeeld door de woorden “en minstens met vier ECTS-studiepunten overeenkomen” te vervangen door de woorden “en elk minstens met vier ECTS-studiepunten overeenkomen” (zo dat de bedoeling is van de steller van het ontwerp).

3. Er moet voor gezorgd worden dat de Franse en de Nederlandse versie van de tekst met elkaar overeenstemmen. In het ontworpen artikel 31, § 4, vijfde lid, schrijve men, in de Franse versie van de tekst, “ou d’un autre diplôme qui donne accès au niveau A” in plaats van “ou d’un diplôme qui donne accès au niveau A”.²

(ontworpen artikel 31^{quater})

1. In het ontworpen artikel 31^{quater}, derde lid, eerste zin, schrijve men “of die tijdens deze periode een einde maakt aan de aanpassingsperiode” in plaats van “of die tijdens deze periode een einde aan een aanpassingsperiode maakt”.

De Franstalige versie van de ontwerpen zin dient eveneens te worden aangepast overeenkomstig de aanwijzingen in de Franstalige versie van dit advies.

2. In dezelfde zin moeten de woorden “van niveau A” ingevoegd worden tussen de woorden “kandidaat zijn voor een openstaande betrekking” en de woorden “door middel van overgang naar het hoger niveau”. De gemachtigde van de minister is het daarmee eens.

² Zie de Nederlandse tekst van die bepaling: “of van een ander diploma dat toegang verleent tot het niveau A”.

(ontworpen artikel 31quinquies)

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in het ontworpen artikel 31quinquies, eerste lid, de woorden “die na de aanpassingsperiode benoemd is in niveau A” ingevoegd moeten worden tussen de woorden “wordt de ambtenaar” en “beschouwd als daadwerkelijk zijn klasse en niveau genietend”.

Artikel 9

Bij het koninklijk besluit van 20 september 2012 ‘houdende diverse bepalingen betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector’ is een punt 45° ingevoegd in artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 ‘tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut’.

In artikel 9 van het ontwerp schrijve men derhalve “46°” in plaats van “45°”.

Artikel 10

1. Artikel 10 zou duidelijker zijn indien de woorden “overeenkomstig de vroegere bepalingen uitgereikt” aan het einde van de eerste zin, geschrapt zouden worden en de woorden “overeenkomstig de vroegere bepalingen uitgereikte” ingevoegd zouden worden tussen de woorden “houder zijn van” en het woord “brevetten”. De gemachtigde van de minister is het eens met deze opmerking.

2. Los van de bovenstaande opmerking schrijve men in de Nederlandse versie van de bepaling overigens “brevetten waaruit blijkt dat ze geslaagd zijn voor de vakken vastgesteld” in plaats van “brevetten over de vakken vastgesteld”.

Artikel 11

Het “besluit van 20 september 2012” genoemd in artikel 11 moet vermeld worden met opgave van het volledige opschrift ervan. In plaats van “besluit van 20 september 2012” te schrijven, schrijve men “koninklijk besluit van 20 september 2012 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 tot invoering van een evaluatiecyclus in de federale overheidsdiensten en in het Ministerie van Defensie”.

Artikel 12

Men schrijve

“De minister bevoegd voor Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit”.³

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Yves KREINS

³ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 167 en formule F 4-7-1.